



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 24 SEP. 2019

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

SPE1/AC

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Auvergne Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 mars 2019 régissant le fonctionnement des activités de la société PURFER dans son établissement situé 120, avenue Jean Jaurès à OULLINS ;

VU l'incendie survenu sur le site le 25 juillet 2019 ;

VU le rapport du 30 juillet 2019 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 5 août 2019 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant du 12 août 2019 ;

CONSIDERANT que suite à la déclaration d'un incendie le 25 juillet 2019 sur le site de la société PURFER à OULLINS, une visite sur les lieux le 26 juillet 2019 a permis à l'inspection des installations classées de constater que l'exploitant :

- ne disposait d'aucun dispositif de confinement (point V du chapitre 7.4 de l'arrêté préfectoral du 5 mars 2019),
- n'avait pas installé au plus tard le 1^{er} juillet 2019 le dispositif de détection de la radioactivité (chapitre 9.4 « Echéancier » de l'arrêté préfectoral du 5 mars 2019 susvisé) ;

CONSIDERANT que l'exploitant a affirmé avoir commandé le dispositif de détection de la radioactivité mais ne justifie pas de la commande de ce dernier ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

- 2 -
ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société PURFER, 120, avenue Jean Jaurès à OULLINS, est mise en demeure de respecter sous 4 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- le point V de l'arrêté préfectoral du 5 mars 2019 en prenant des mesures pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être polluées lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie (mise en place d'un dispositif de confinement),
- l'échéancier du chapitre 9.4 de l'arrêté préfectoral du 5 mars 2019 en faisant installer sur son site d'Oullins un système de détection de la radioactivité.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 :

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision lui est notifiée.

Pour les tiers, le délai de recours est de deux mois à compter de la publication de la présente décision.

Elle peut être déférée auprès du Tribunal administratif de Lyon. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

ARTICLE 4 :

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la Préfecture du Rhône pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 5 : Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de OULLINS.
- à l'exploitant.

Lyon, le **24 SEP. 2019**

Le Préfet,

Pour le préfet,
Le sous-préfet,
Secrétaire général adjoint,

Clément VIVÈS